

CRYSTAL CLEAR

Le Bulletin du Groupe Eau et Assainissement du BPD

numéro 3 **avril 2000**



La 3ème édition de Crystal Clear nous donne tout d'abord l'occasion de souhaiter la bienvenue au nouveau projet-pilote de Dakar, au Sénégal, au sein du Groupe Eau et Assainissement du programme BPD (Business Partners for Development) ; nous présenterons plus longuement le projet de Dakar dans un prochain numéro.

Nous abordons aussi les recherches effectuées par d'autres collègues et organisations dans les domaines qui nous concernent directement : le partenariat, la participation du secteur privé dans le domaine de l'eau



et de l'assainissement, la manière d'aider les populations défavorisées et la participation de la communauté à la fourniture du service. Nous encourageons les organisations qui sont engagées dans des recherches similaires à nous contacter.

Nous étudions ensuite le projet La Paz/El Alto, en Bolivie. Ce projet est unique dans le cadre du BPD puisque c'est le seul à accorder une importance égale à l'eau potable et à l'assainissement par l'adoption du système d'assainissement condominial.

Nous relatons enfin la rencontre qui a eu lieu récemment en Afrique du Sud, rencontre qui a permis aux participants de différents pays d'étudier deux projets-pilotes.

Projets-pilotes : Créer un climat d'échanges et d'apprentissage

Le Groupe Eau et Assainissement est actuellement impliqué dans 8 projets : il s'agit de suivre l'évolution des partenariats, d'en comprendre les avantages ainsi que les contraintes et d'évaluer leur impact sur les populations défavorisées. Cette approche nécessite des efforts pour partager les acquis au sein du groupe. Pour maximiser les échanges entre intervenants, le nombre de projets sera ainsi délibérément limité. Cela dit, nous souhaitons vivement être au courant des autres projets tripartites qui se déroulent ailleurs dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Les partenariats sont, de fait, en constante évolution ; il est donc nécessaire de les appréhender à long terme

Vous pouvez contacter le Groupe Eau et Assainissement du BPD à l'adresse suivante :

**BPD Water and Sanitation Cluster
c/o WaterAid**

**Prince Consort House
27-29 Albert Embankment
London SE1 7UB
Royaume-Uni**

Téléphone : +44 (0) 20 7793 4557

Télécopie : +44 (0) 20 7582 0962

Email : bpd@wateraid.org.uk

Site Web : www.bpd-waterandsanitation.org

N'hésitez pas à nous envoyer vos remarques ainsi que vos questions.

si l'on veut en comprendre véritablement les mécanismes. Analyser la nature des relations entre partenaires à un moment donné ne reflète pas nécessairement la situation telle qu'elle était quelques mois auparavant, ou telle qu'elle sera dans le futur. De nombreux facteurs peuvent en effet faciliter ou freiner la progression du projet : changements de personnel, nouvelle législation, élections, changements au sein de la communauté ou encore dans le cadre de l'organisme de contrôle ; changements aussi dans la situation économique du pays voire même dans les marchés financiers internationaux.

Notre mission ne consiste ni à comparer différents projets, ni à mesurer les progrès ou les résultats. Il s'agit de tirer des enseignements et pour cela de partager l'information et de comprendre ce qui affecte une décision, c'est à dire d'identifier les paramètres qui sont importants pour la reproduction de cette même approche ailleurs. L'échange d'information sera de plus en plus facilité grâce, entre autres, à des ateliers, des programmes d'échange et des groupes de discussion par courrier électronique.

Les partenariats tripartites sont constamment engagés dans un dialogue interne. Les 8 projets-pilotes ont franchi un pas supplémentaire en ouvrant le débat à une audience plus large, en particulier à leurs homologues dans d'autres programmes. Les projets-pilotes ne sont pas simples et évoluent

dans un contexte local et national complexe. Pour les partenaires du secteur privé, du secteur public et de la société civile qui participent au programme BPD, les enjeux sont considérables en termes financiers mais aussi en termes de réputation et d'impact pour les populations concernées.

Il faut beaucoup de courage pour admettre qu'on ne possède pas toutes les réponses. Pour garantir le succès des projets, et dans le contexte d'un partage des acquis, il est important que les participants reconnaissent l'intégrité des entreprises nationales et multinationales du secteur privé, des acteurs du secteur public et des associations communautaires locales. Lors du Forum Mondial de l'Eau qui a eu lieu récemment, on a beaucoup évoqué la nécessité d'impliquer les 3 secteurs plus directement dans la prise de décisions en ce qui concerne l'approvisionnement en eau et en assainissement. Les 8 projets du Groupe illustrent précisément cette approche par des exemples concrets de coopération entre individus et institutions.

Arrondir les angles du triangle

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, il semble de moins en moins approprié de définir les relations entre les 3 secteurs de façon triangulaire. Les limites entre

un secteur et un autre sont parfois floues. Le secteur public comprend par exemple des organismes de contrôle, des services et ministères nationaux ou régionaux ainsi que des autorités locales, autant d'institutions dont la mission et les fonctions résultent du fait même de gouverner la société civile et de subvenir à ses besoins. Les autorités locales sont, quant à elles, les porte-parole de leur communauté auprès des instances régionales ou nationales ; de même les conseillers défendent les intérêts de leurs quartiers auprès des autorités municipales. Dans le projet La Paz/El Alto, la société civile est représentée au sein même de l'organisme régulateur puisque la Superintendencia de Aguas encourage les usagers à faire part de leurs remarques et réclamations par le biais d'un service spécifique.

De même, le secteur privé ne peut être considéré comme une seule entité. Le terme secteur privé doit inclure à la fois les opérateurs privés, les micro-entreprises de construction et de conseil et les gros concessionnaires et entrepreneurs.

C'est peut-être le rôle de l'ONG en tant que sous-ensemble de la société civile qui est le plus difficile à cerner. D'un prime abord, le rôle de la société civile semble relativement clair : il s'agit d'assurer le bien-être de la communauté. Pourtant les ONG ne forment pas une entité homogène ; elles interviennent plus en tant qu'intermédiaires qu'en tant que porte-parole. Leurs compétences

ainsi que leurs capacités ne sont pas définies de façon aussi précises que les autres secteurs. Si, dans le contexte du partenariat, les priorités et objectifs des acteurs publics et privés sont relativement clairs, les ONG ont en revanche la tâche la plus ardue puisqu'elles doivent non seulement définir l'étendue de leur action mais aussi en comprendre les limites en gérant le risque de perdre « la supériorité morale » dont dépend leur réputation. Les secteurs privé et public ont souvent la fausse impression que les ONG représentent les communautés qu'elles cherchent à aider. Or, si elles aident les plus défavorisés à s'exprimer, toutes les ONG impliquées dans les projets du Groupe sont catégoriques: elles ne parlent pas au nom des communautés.

Les acteurs public et privé reconnaissent pourtant le rôle essentiel, bien que mal défini, que les ONG peuvent jouer auprès des communautés locales. Le secteur privé accepte que sa compétence première n'est pas dans le dialogue avec les habitants mais dans la fourniture de services ; il fait donc appel aux ONG pour travailler avec la communauté. Les ONG sont de, plus en plus, le bouclier qui permet aux autres secteurs de remplir leur mission, un rôle qui peut être compromettant. Jusqu'où faut-il activement coopérer avec les secteurs public et privé ? Bon nombre d'ONG locales et internationales se posent actuellement cette question. Pourtant, lorsque le partenariat

répond aux besoins de la communauté, la légitimité des ONG peut en être grandement accrue.

Dans l'initiative BPD, la société civile n'est pas seulement représentée de façon formelle par le biais des ONG. Dans certains projets, les secteurs public et privé travaillent en effet en collaboration avec des associations communautaires telles que des associations de quartier, des associations pour les femmes, ou d'autres associations centrées sur la communauté. Des liens directs entre les institutions, les communautés et leurs dirigeants sont ainsi forgés. Il est cependant important d'établir dans quelle mesure la répartition du pouvoir au sein de la communauté est représentative de la communauté tout entière, y compris des ménages et individus les plus défavorisés. Les associations communautaires



manquent parfois de coordination ou de la capacité d'exprimer clairement leurs idées, leurs souhaits ou leurs besoins voire même de moyens pour évaluer les options proposées. De même, si l'on considère la possibilité de reproduire le projet ailleurs, il est peu probable qu'une association communautaire puisse collaborer avec d'autres

communautés ailleurs, sauf peut-être si ces celles-ci sont en amont.

Dans le contexte de l'initiative BPD, c'est donc la vitalité des divers modèles adaptés aux conditions locales et la complexité des relations entre les partenaires qui devraient apporter des enseignements utiles.

Analyse : Les besoins en recherche sur l'eau et l'assainissement

Le travail de chercheurs indépendants et d'organismes de recherche contribue constamment à l'avancement du savoir-faire dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Dans ce numéro de Crystal Clear, nous inaugurons une présentation des recherches entamées par nos collègues au sein d'autres institutions, une présentation

que nous poursuivrons dans les prochains numéros.

Pour développer des solutions pour l'accès à l'eau et à l'assainissement, il faut analyser des situations complexes et réfuter des hypothèses et idées reçues qui peuvent avoir influencé certaines opinions. LyLa Mehta, chercheur au Institute of Development Studies, (le

département chargé des études sur le développement à l'Université du Sussex en Angleterre), va entamer des recherches sur ce thème en avril 2000.

Dans son étude intitulée « Eau et Commerce : Droits, Pauvreté et Environnement », l'auteur fait remarquer que les déclarations et visions globales en matière d'approvisionnement en eau sont généralement de nature normative ; elles contiennent des scénarios précisant les modèles à suivre et les échecs possibles. Mehta veut aller au delà de ces postulats et questionner les idées reçues et résultats escomptés pour en révéler la véritable signification.

Cette recherche tentera de répondre à deux questions fondamentales : comment s'assurer, d'une part, que la distribution de l'eau et la libéralisation des services qui s'y rattache ne compromettent pas les droits et besoins des populations défavorisées, et d'autre part que les négociations internationales dans ce domaine ne portent pas atteinte aux engagements pris en terme de protection des ressources mondiales d'eau ou de réduction de la pauvreté et des effets transfrontaliers sur l'environnement.

Une autre étude qui contribue au débat sur l'eau est l'initiative du Secrétariat international de l'Eau, basé à Montréal au Québec (contacter info@i-s-w.org), intitulée « Partenariats et privatisation sociale ». Lors d'un atelier organisé en novembre 1999, différentes

études de cas furent présentées sur le thème de la « privatisation sociale ». Dans ce modèle qui est actuellement testé dans des quartiers périurbains défavorisés, ce sont les usagers eux-mêmes qui sont propriétaires de leur service d'eau. Ce système fonctionne dans un cadre légal : les usagers sont responsables de la rentabilité de l'opération et des contrats définissent les obligations de chaque intervenant. On accorde beaucoup d'importance à l'investissement dans les capacités de la communauté.

Lors du Forum Mondial de l'Eau, WaterAid a déclaré : « Réduire le rôle des gouvernements dans l'organisation des services est une erreur qui ne pourrait que contribuer à affaiblir la capacité du secteur public ». Les gouvernements sont pourtant souvent confrontés à de grosses difficultés pour assumer leur rôle. D'autres recherches tentent ainsi d'identifier comment renforcer la capacité des autorités locales à utiliser au mieux la participation du secteur privé pour réduire la pauvreté. Financée par le Ministère britannique pour le Développement International (DfID), une étude a été entreprise par GHK International (www.ghkint.com). Après avoir défini le cadre de ses recherches, GHK sélectionne actuellement des études de cas en Afrique du Sud, en Amérique latine et dans le sud-est de l'Asie, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement. Une autre étude du Programme Eau et Assainissement - Sud de l'Asie

(WSP-SA) s'apprête à démontrer qu'un projet bien conçu, avec participation du secteur privé, peut répondre aux besoins des plus défavorisés. Cette recherche illustrera les meilleures approches mises en place dans d'autres régions et cherchera à établir comment la participation massive du secteur privé peut bénéficier aux populations défavorisées du sud de l'Asie ; parmi les sujets abordés : la conception des contrats et concessions avec le secteur privé, l'intégration de la desserte des communautés défavorisées dans le cadre de la régulation et l'utilisation de solutions techniques innovantes et non-conventionnelles pour améliorer la desserte (contacter Clarissa Brocklehurst : cbrocklehurst@worldbank.org). Voir aussi dans Dates à retenir, la conférence PPIAF prévue fin mai.

Les innovations techniques peuvent réduire le coût de l'approvisionnement en eau et en assainissement des communautés défavorisées qui n'y ont pas accès. Un programme a ainsi été lancé à Durban, en Afrique du Sud pour développer un système à coût réduit et facile d'entretien pour le traitement des eaux usées dans des quartiers où un système centralisé de traitement des eaux ne peut être envisagé dans un futur proche. Un réacteur anaérobie à chicanes va être testé ; son mode de présentation auprès des usagers, ainsi que la gestion et l'impact économique et social de son utilisation seront aussi évalués. Ce projet est une collaboration

entre le groupe de recherche sur la pollution de l'Université de Natal, la Commission de recherche sur l'eau et Vivendi (contacter Maggie Bourbigot à maggie.bourbigot@generale-des-eaux.net).

Le Ministère français des Affaires étrangères a établi un programme de recherches et d'action pour la gestion de l'assainissement dans les zones urbaines des pays en développement. Ce programme vise à analyser et comparer les projets qui existent, à mettre au point des approches durables de gestion mais aussi à répondre aux questions qui sont sans réponse en l'état actuel des connaissances. Des actions pilotes seront lancées pour tester de nouveaux modes d'action et en analyser les contraintes et le potentiel. Un appel à candidatures sera lancé en juin pour sélectionner ces actions de recherche et projets pilotes. (Contacter Christophe Le Jalle au Programme Solidarité Eau : le-jalle@gret.org au sujet du traitement des eaux usées et Claude Baehrel au Programme de Développement municipal pour le Bénin : pdm@intnet.bj au sujet du traitement des matières solides.

Synthèse par Eric Gutierrez

El Alto/La Paz : Un partenariat pour améliorer l'assainissement

Existe-t-il un moyen durable de donner accès à l'eau potable et à

l'assainissement dans des quartiers défavorisés ? Si l'on s'en tient au Programme d'Eau et d'Assainissement péri-urbain (IPAS¹), la réponse est oui.

Depuis 1997, Aguas del Illimani est le concessionnaire de La Paz/El Alto, soit une zone qui couvre environ 1,5 millions d'habitants. La composition démographique de El Alto en fait l'une des villes les plus pauvres de Bolivie : près de 73 % de sa population vit en dessous du



seuil de pauvreté, 56 % des habitants sont des paysans venant d'autres régions de Bolivie qui maintiennent leur coutumes, y compris celles qui concernent l'hygiène. On retrouve les mêmes caractéristiques chez les habitants qui vivent sur les collines autour de La Paz, même si cette ville bénéficie par ailleurs d'une situation sociale plus favorable.

Au début de la concession, Aguas del Illimani a établi un partenariat entre le Programme pour l'Eau et l'Assainissement et le vice-ministère des Services essentiels, l'un et l'autre cherchant de nouveaux moyens pour fournir un service aux populations urbaines à bas revenus.

Suite à des enquêtes et recherches

préliminaires, le principe du système condominial fut retenu, principalement à cause de la nature communautaire de cette approche et du coût réduit des installations qui permettait d'accroître ainsi le nombre de personnes desservies pour le même niveau d'investissement.

Bien que satisfaisant du point de vue de sa conception, le partenariat a dû faire face à l'opposition d'une partie de la communauté lors de la



mise en place du projet à cause de la décision initiale d'installer le système dans la cour des résidents. Sur les 3 zones pilotes sélectionnées, plus de la moitié des résidents abandonna le projet. L'objectif initial était de connecter 1000 familles; après plusieurs mois de délais, seules 400 familles furent effectivement connectées.

Fort de cette expérience, Aguas del Illimani proposa une autre solution lors de la seconde phase du projet : les canalisations seraient posées sous les trottoirs, pas dans la cour. Les résidents avaient le choix entre ces 2 options. Ayant éliminé l'opposition des résidents à l'installation dans la cour, la perception étant que c'était une solution de 2ème ordre, la mise en place fut accélérée : de septembre 1999 à février 2000, 1000 familles

¹ Un programme de coopération entre Aguas del Illimani, le Programme Eau et Assainissement, le Vice-ministère bolivien des services et l'Office suédois pour le développement international.

supplémentaires dans 4 quartiers furent connectées.

Depuis, Aguas del Illimani a introduit le système condominial dans deux autres quartiers et dessert maintenant un total de 2 500 familles. Outre les 6 quartiers qui bénéficient d'un système condominial dans le cadre du programme IPAS, Aguas del Illimani participe à deux autres projets dans le secteur de El Alto en partenariat avec le Fond national pour le Développement régional, un organisme gouvernemental pour le développement. Bien que les installations soient relativement récentes, les premiers résultats sont très encourageants :

- ⊙ la consommation d'eau (un problème clé dans une ville où l'on consomme en moyenne 45 litres/personne/jour) a augmenté de 60 %, de 5 à 8 m³.
- ⊙ 50 % des foyers a accès à des installations sanitaires (toilettes, douche, évier, etc.) contre 25 % dans les quartiers aux branchements traditionnels.
- ⊙ l'adduction d'eau par système condominial ne coûte en moyenne que 10 % de moins qu'un système conventionnel; en revanche, les égouts condominaux coûtent entre 40 et 55 % moins chers.

Le cadre de la régulation établi autour de ce projet commence lui aussi à porter ses fruits, et favorise d'autant l'acceptation du système condominial. Les membres du Comité technique se sont engagés à modifier leurs normes (diamètre

des canalisations, utilisation des trottoirs) et ont compris l'importance de la participation de la communauté à la fourniture des services. Les projets prévoient une finalisation du cadre de la régulation en juin 2000.

(Article rédigé par les partenaires du programme)

Rencontres d'Afrique du Sud

Les rencontres-échanges favorisent la prise de conscience et une compréhension intime des partenariats pour un développement durable. Les intervenants de différents projets se rencontrent pour discuter de solutions communes aux problèmes-clés et pour découvrir de nouvelles façons de travailler. Pour cela, toute rencontre doit :

- ⊙ se baser sur des projets et expériences concrets
- ⊙ puiser dans les connaissances et expériences des participants
- ⊙ être fondée sur l'analyse et la réflexion.

La première rencontre du Groupe Eau et Assainissement du BPD avait eu lieu en mars 1999 à Buenos Aires. Fort de cette expérience, la deuxième rencontre a permis aux acteurs des projets d'Indonésie, d'Argentine et du Sénégal ainsi qu'aux représentants de la Banque Mondiale et du Ministère britannique pour le Développement International d'observer les approches innovantes en matière de partenariat dans les

2 projets d'Afrique du Sud : l'approvisionnement durable en eau et assainissement pour les zones défavorisées dans la région du Cap-est et de la Province du Nord et le programme BPD d'adduction d'eau dans les banlieues de Durban et Pietermaritzburg.

Le Contexte

L'histoire de l'Afrique du Sud est riche en partenariats pour le développement. Il s'agit, après des années d'apartheid, de traduire le miracle de la transition pacifique vers la démocratie en un miracle économique, afin de doter l'Afrique du Sud d'une économie capable de jouer son rôle à l'échelle mondiale. Mais pour cela, il faut d'abord que chacun ait accès aux services essentiels : il s'agit donc de niveler des déséquilibres profonds, une tâche qui pèse lourdement sur les autorités municipales. Si d'énormes progrès ont été faits depuis 1994, 12 à 18 millions d'habitants n'ont toujours pas accès à l'eau potable et 17 à 21 millions n'ont pas accès à des solutions sanitaires décentes. De nombreux pays émergents ou en développement sont confrontés à ces mêmes problèmes, un constat qui a servi de point de départ à la rencontre.

Les objectifs

La rencontre de Buenos Aires avait défini le cadre de l'initiative BPD et les relations entre les partenaires du secteur privé, du secteur public et de la société civile. Ce thème fut

naturellement développé lors de cette deuxième rencontre avec un débat plus approfondi et des contacts établis entre les intervenants des différents projets. Des objectifs spécifiques furent définis: améliorer la compréhension du fonctionnement d'un partenariat tripartite et de son mode de fonctionnement, le partage des acquis sur le rôle de la communauté dans les projets (représentation communautaire), la volonté de payer et le principe de recouvrement des coûts, les campagnes d'information et de sensibilisation et enfin la compréhension des mécanismes qui permettent d'étendre les projets à l'échelle régionale et nationale.

Le programme BoTT

La rencontre a débuté à East London par une présentation du programme BoTT (Build, operate, Train and Transfer²) par les participants au projet (Amanz' abantu, Metsico, WSSA, le Ministère des Eaux et Forêt et le Mvula Trust) qui en ont expliqué la structure et les objectifs. C'est un projet ambitieux : 2 millions de personnes sont en effet concernées pour la seule province du Cap-Est. Il s'agit principalement d'accélérer le rythme de développement des contrats pour la provision durable de services d'eau pour des populations rurales défavorisées ; les participants comprennent fort bien, souvent par expérience, les difficultés de desserte.

Une visite sur le terrain et une rencontre avec les communautés concernées ont permis de dissiper les malentendus sur le concept même de partenariat. Des discussions avec les comités de pilotage, qui garantissent une véritable participation de la communauté à la prise de décision, ont mis en évidence les difficultés rencontrées dans le projet mais aussi les résultats positifs qui ont



été obtenus. Lors de ces discussions, le problème du paiement, du recouvrement des coûts et du niveau de service requis ont aussi été abordés. Bien que les raisons qui sont à l'origine de la culture de non-paiement soient spécifiques à l'Afrique du Sud, les problèmes de recouvrement des coûts sont assez universels. Les participants ont été particulièrement intéressés de voir une illustration concrète des méthodes de pré-paiement. Les comités ont aussi abordé l'utilisation de la main d'œuvre locale pour la construction ainsi que l'objectif d'augmenter la capacité et les compétences de la communauté par des programmes de formation.

A l'issue de ces visites, les participants furent encouragés à poser des questions, demander des éclaircissements et échanger leurs impressions sur le projet. Les

partenaires furent très honnêtes sur les difficultés qu'ils rencontraient. On demanda aussi aux participants de définir le partenariat et de tirer des conclusions sur son mode de fonctionnement, tâche ardue, certes mais les intervenants semblent avoir apprécié l'opportunité d'en discuter avec leurs homologues des autres secteurs dans d'autres pays. En somme, au-delà des expériences spécifiques de chacun, les

participants se sont trouvés de nombreux points communs. Une fois de plus, le temps était compté mais l'intérêt des discussions et de la réflexion fut évident.

KwaZulu-Natal

Les 3 derniers jours furent consacrés à une visite du projet-pilote BPD dans la province de KwaZulu-Natal pour étudier le programme d'amélioration des services d'eau et d'assainissement dans les banlieues défavorisées de Durban et de Pietermaritzburg. On a d'abord expliqué l'impact des changements intervenus depuis les élections de 1994 en termes de redéfinition du territoire de chaque municipalité et des charges supplémentaires qui en découlent. Après une présentation des partenaires du projet (Durban Metro, Municipalité transitoire de Pietermaritzburg, Umgeni Water, le

² Construire, Maintenir, Former et Transférer.

Mvula Trust, Vivendi et le Comité de recherche pour l'Eau), la structure du programme fut expliquée. La visite se poursuivit sur le terrain avec des discussions approfondies avec les communautés concernées par le programme.

Les représentants du projet étaient désireux de partager leurs expériences. Les participants ont aussi visité une école dans les townships pour observer comment on enseigne l'hygiène grâce à des images et par le théâtre. A l'occasion d'une rencontre avec des représentants locaux, on a aussi parlé de l'impact du projet sur la vie de la communauté et des problèmes auxquels elle est confrontée. La visite d'un centre de formation, l'étude d'une enquête sur la localisation et les conditions, la compréhension des différents niveaux de service et surtout le dialogue avec les habitants sont autant d'éléments qui ont permis aux participants d'appréhender la diversité des actions incorporées au projet.

Conclusions

La dernière session eut lieu à Durban. Ce fut l'occasion pour les participants de présenter leurs propres programmes et de souligner ainsi la diversité et la complémentarité des partenariats. Cet exercice a permis de créer des liens entre les différents projets et de définir les points à aborder lors de futures rencontres. Il faudra du temps pour évaluer les acquis mais les réactions initiales des participants sont d'ores et déjà positives en terme de partage

des expériences et des modes d'applications de ces connaissances dans d'autres projets. Il est encore prématuré d'entamer une évaluation de la contribution réelle des rencontres d'échange comme véhicule pour améliorer la compréhension et encourager l'expérimentation ; mais il semble que cet outil soit, pour le moment, fort utile.

Ce bref résumé ne rend pas justice à toute une semaine de rencontres, ni à l'accueil chaleureux de nos hôtes en Afrique du Sud. J'aimerais profiter de cette occasion pour les remercier d'avoir créé un climat positif pour ces échanges.

(Katherine Madden, PWBLF)

Dates à retenir



Infrastructure pour le Développement : Les solutions du secteur privé et les défavorisés

31 mai au 2 juin 2000, Londres, Royaume-Uni

Cette conférence est organisée par le PPIAF (Public-Private Infrastructure Advisory Facility³), le Ministère britannique pour le Développement international et la Banque mondiale, sur le thème de la participation du secteur privé au financement des infrastructures au service des populations défavorisées. Trois thèmes principaux seront abordés :

- ⊙ comprendre le défi à relever pour étendre les infrastructures

aux ménages à bas revenus dans les pays en développement

- ⊙ élargir les modes de desserte des services par une approche commerciale et la réforme du cadre réglementaire
- ⊙ abaisser les obstacles financiers et institutionnels pour améliorer l'accès aux services des ménages à faibles revenus.

Contacteur : Joy Barraclough
Centre Office of Information (COI)
 Events Division, Room 01
 Hercules Rd, London SE1 7DU
 Royaume-Uni

Tél : +44 20 7261 8400

Télécopie : +44 20 726 8588/-1738

Email : jebarrac@coi.gov.uk

Site Web : www.ppiaf.org/ppiandthepoor

1er Congrès mondial de l'Association Internationale de l'Eau

3 au 7 juillet 2000, Paris, France

Le congrès abordera des sujets liés à la recherche (science et technologie) et aux applications (fonctionnement et gestion). Plus de 1 000 délégués se réuniront pour discuter de la gestion de l'approvisionnement en eau, de la production et la distribution d'eau potable, de la collection et du traitement des eaux usées. Une exposition des technologies, des équipements et des services sera aussi organisée.

AGHTM-CFRP

83 Avenue Foch, BP 39.16
 75761 Paris Cedex 16, France

Téléphone : +33 1 53 70 13 51/-53

Télécopie : +33 1 53 70 13 40

Email : aghtm@aghtm.org

Site Web : www.iwahq.org.uk/paris2000

³ Comité d'aide créé à l'initiative des gouvernements britanniques et japonais et de la Banque mondiale.